

[Texte]

amount and the scope and the nature of the alienation in acreage and lands lost to railways, lands lost to highways and power lines and rights-of-way.

**Chief Pasco:** Mr. Chairman, I would like to speak on the development of the various committees from 1980 to the present as it relates to the type of planning that has gone on to put CN's approval for twin-tracking through the system.

Back in 1980 there was a task force that was developed, and from my understanding the task force was composed of people from the Department of Environment, DFO, the Ministry of Environment from B.C., and people from CNR. I would like to point out that these regulatory agencies allowed Indian Affairs to be an observer. They did not take any part in it, but they were allowed to sit back and watch. That is a point I would like to make very clear here.

After the task force, after a series of meetings, they came up with the idea that they needed a steering committee. So they developed a steering committee. The steering committee was made up of the Department of Environment, DFO, the Ministry of Environment, and again a member from CNR. Again, at this level, Indian Affairs was an observer. They were not treated as a regulatory agency even though they have that responsibility and it is carried out right from here. Anyway, they have been pushed off and made observers.

Then, when the plans started coming down and environmental design came into play, into reality, they formed what they call a technical working group. The technical working group was composed of CN consultants, people from the DFO, people from the Department of Environment, and people from the Ministry of Environment. Again, after some pressure, they allowed DIA to become an observer to this.

I guess the point that I would like to make here, and I would like to make it very clear, is that during this whole period Indian Affairs have been peeking through the keyhole. They have not been in there playing the game like the rest of the people, but they have been standing back looking through the keyhole while CNR has had its finger over the keyhole. And I guess that is something that bothers us a bit. This is why we are here. We would like to get in there and tell people what our concerns are.

• 1700

A couple of things have happened only very recently, and I think these are very positive developments. One is that Indian Affairs, as of about two weeks ago, is now a member of the steering committee. Secondly, we have a member or a person who looks into works from the technical working group, and we are getting information through them. However, I do not think we are playing the kind of role we would like to be

[Traduction]

l'exposé que vous a présenté Bob Pasco, un tableau indiquant la superficie des terres expropriées pour y construire des voies ferrées, des autoroutes, et y établir des lignes électriques et des droits de passage figure au dos de ce rapport.

**Le chef Pasco:** Monsieur le président, j'aimerais maintenant vous parler des divers comités qui ont été créés depuis 1980 jusqu'à nos jours, comités chargés de planifier le dédoublement des voies ferrées par le CN.

En 1980 un groupe de travail a été créé et il regroupait, je crois, des représentants du ministère de l'Environnement, du ministère des Pêches et Océans, du ministère de l'Environnement de Colombie-Britannique et du CN. Je voudrais vous faire remarquer également que ces organismes réglementaires y ont admis des représentants du ministère des Affaires indiennes en tant qu'observateurs. Ces derniers ne participaient pas aux travaux de ce comité, mais étaient autorisés à les suivre. Je voudrais que ce point soit très clair.

Après s'être réuni plusieurs fois, ce groupe de travail a décidé qu'un comité directeur devait être créé. Ce qui fut fait. Ce comité était composé de représentants du ministère de l'Environnement, du ministère des Pêches et Océans, du ministère de l'Environnement de Colombie-Britannique et du CN. Là encore les représentants du ministère des Affaires indiennes y étaient représentés en tant qu'observateurs. Ce ministère n'était pas considéré comme un organisme réglementaire alors que c'en est un et qu'il assume ses responsabilités ici même. Bref, ils ont été écartés des travaux eux-mêmes mais pouvaient y assister.

Un groupe de travail technique a ensuite été formé lorsque les plans sont devenus plus précis et que les projets d'esthétique environnementale devaient être décidés. Ce groupe de travail technique était composé d'experts-conseils du CN, de fonctionnaires du ministère des Pêches et Océans, du ministère de l'Environnement et du ministère de l'Environnement de Colombie-Britannique. Là encore, après que quelques pressions se furent exercées, le ministère des Affaires indiennes a été autorisé à participer aux travaux de ce groupe de travail en qualité d'observateur.

Je voudrais qu'il soit très clair dans vos esprits que pendant toute cette période, le ministère des Affaires indiennes se contentait de regarder par le trou de la serrure. Ils n'ont jamais pu participer aux travaux comme les autres, mais devaient se contenter de regarder par le trou de la serrure alors que le CN l'en empêchait. C'est ce qui nous gêne et c'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui. Nous voudrions pouvoir exprimer nos préoccupations.

Deux événements positifs se sont produits très récemment. Tout d'abord, le ministère des Affaires indiennes est devenu, il y a environ deux semaines, membre du Comité directeur. Ensuite, nous avons détaché auprès du groupe de travail technique un représentant qui nous transmet tous les renseignements nécessaires. Cependant, je pense que nous ne jouons toujours pas le rôle que nous voudrions jouer. Voilà donc un aperçu des événements qui se sont produits jusqu'à ce jour.